



Forum International **Play Fair at the Olympics**

Bruxelles, Maison Internationale des Syndicats,
21 et 22 avril 2004

Compte-rendu

Par Constant Piscart et Carole Crabbé
Campagne Vêtements Propres
Septembre 2004

Sommaire

Introduction	p. 3
1. ONG et syndicats	p. 6
La liberté d'association, une commune priorité d'action Des relations de plus en plus solides des outils complémentaires	
2. Les pratiques d'achats des entreprises sous la loupe	p. 10
Le travailleur au centre du débat La traçabilité comme prérequis une nécessaire approche sectorielle	
3. Les codes de conduite	p. 13
A ne pas consommer pur Une nécessaire harmonisation L'indispensable éducation des travailleurs	
4. Le rôle des pouvoirs publics	p.15
Créer un cadre régulateur international contraignant Trouver la nécessaire volonté politique	

Annexes

- Programme	p. 20
- Liste des intervenants	p. 21
- Retranscription des travaux (en anglais)	p. 22



Très bonne nouvelle. Hamdani, travailleur et syndicaliste indonésien présent au forum, a été réengagé le 1er septembre dans l'entreprise Panarub (produisant exclusivement pour Adidas). Il en avait été licencié pour avoir tenté d'y mettre sur pied un syndicat. Hamdani retrouve les mêmes fonctions qu'auparavant et le même niveau d'ancienneté. Les salaires des mois passés entre son licenciement et sa réintégration lui seront intégralement versés. Cette réintégration fait partie d'une série de mesures prises par l'entreprise suite aux démarches réalisées et aux pressions exercées, entre autres par la Campagne Vêtements Propres à l'occasion du forum, et à un travail de médiation réalisé par le Workers Rights Consortium. Dans le cadre de ce processus, tous les travailleurs licenciés pour activité syndicale ont été réengagés, des élections syndicales libres sont en préparation. Des améliorations des conditions de travail sont en cours dans cette entreprise comptant 10.000 travailleurs. Adidas y contribuerait financièrement.

Ce forum a été rendu possible grâce au soutien sans faille des Magasins du monde- Oxfam et à l'accompagnement du GRESEA, de la FGTB, de Solidarité Mondiale et du secrétariat international de la Clean Clothes Campaign. Novib (Pays-Bas), la Confédération Internationale des Syndicats Libres, la Commission Européenne, Oxfam Solidarité et Magasins du monde-Oxfam l'ont rendu matériellement possible. Nous tenons à les remercier.

Nos plus chaleureux remerciements reviennent aux intervenants, aux participants et à tous ceux, permanents et volontaires, en Belgique et ailleurs qui ont permis la réalisation de cette rencontre.

Introduction

Le temps d'une pause, en pleine campagne « Play Fair at the Olympics », Vêtements Propres organisait un forum international les 21 et 22 avril 2004, accueilli, et c'est plus qu'un symbole, dans la Maison Internationale des Syndicats.

Devant une audience internationale composée de membres d'associations, d'ONG, de syndicalistes, de chercheurs et de journalistes, une vingtaine d'intervenants ont introduit les débats. Pas toujours des tenors d'organisations mais surtout des acteurs de terrain, venant de Turquie, de Thaïlande, d'Indonésie, et de Chine, des Etats Unis ou d'Europe.

Du côté de l'industrie du sport, nous avons lancé une invitation vers Adidas et Fila, les deux entreprises ciblées par la campagne Olympique belge, ainsi qu'à la Fédération mondiale de l'industrie du sport.

Le COIB et le CIO, interpellés eux aussi par la campagne, étaient également conviés à participer aux travaux.

On ne s'en étonnera pas, tout le monde n'était pas au rendez-vous. Malgré nos rappels, Fila ne s'est pas donné la peine de répondre à l'invitation, tandis que le CIO l'a déclinée, estimant suffisante à ce stade la rencontre privée avec les organisateurs de la campagne organisée en ces installations du château de Vidy à Lausanne. Mais, fait beaucoup plus remarquable : Adidas et la Fédération Mondiale de l'Industrie du Sport ont répondu présents. Le Comité Olympique et Interfédéral Belge également.

Certains d'entre nous se rappelleront de la toute première action menée en Belgique sur le parking d'Adidas, en 1997 sous forme d'un massif retour à l'expéditeur de 12000 vieilles chaussures de sport. En cause, un gros défaut de fabrication : la violation des droits des travailleurs. Le représentant belge d'Adidas avait alors exprimé crûment que les droits des travailleurs, il n'en avait rien à faire... Il était là pour faire du chiffre ! On a pu au Forum apprécier le changement d'attitude.

Le Forum fut l'occasion d'évaluer dix ans de campagne visant les grandes marques de vêtements et chaussures de sport, de montrer l'impact de la mobilisation, de confronter nos points de vue avec des acteurs de l'industrie et du mouvement olympique et de tracer les lignes d'action futures.

Après Athènes, c'est Pékin qui accueillera les JO en 2008 : un fameux challenge pour le mouvement olympique en matière de respect des droits des travailleurs et plus globalement de sa propre charte, du pain sur la planche pour les meneurs de campagne.

La mobilisation marque des points

Mises sous pression depuis près de 10 ans, des entreprises ont bougé, parfois pour la frime - ou toujours pour la frime, c'est-à-dire pour soigner leur image mise en cause par les campagnes dira Scott Nova de l'organisation américaine Workers Rights Consortium - mais certaines ont bougé.

Comme Nike ou Reebok, Adidas est parmi elles. Et sa présence au Forum en est un indice. Au moins celui d'une volonté d'expliquer les initiatives de contrôle mises en œuvre, de reconnaître la nécessité de collaborer avec des ong et syndicats et de faire part de nouvelles démarches entreprises comme par exemple l'étude en cours pour l'éventuelle prise en compte dans son code de conduite d'un revenu minimum vital plutôt que d'un salaire minimum légal souvent bien en-deça des besoins des travailleurs.

On sent évidemment la grande fragilité de ces démarches. Les résultats concrets sur le terrain ne sont pas extraordinaires. Les améliorations ne sont pas fulgurantes.

Si parfois, le nombre de toilettes à disposition des travailleurs ou le nombre d'extincteurs augmente sensiblement, le respect d'autres droits des travailleurs est bien plus difficile à atteindre.

Il en va ainsi de la liberté syndicale, premier droit des travailleurs et celui qui conditionne beaucoup d'autres. La plupart des témoins du Sud en font leur première préoccupation : le droit des travailleurs à s'associer librement en syndicat fait toujours l'objet de fortes répressions. Parmi eux, Hamdani, travailleur de l'usine Panarub, fournisseur indonésien d'Adidas a été récemment licencié pour avoir tenté en toute légalité d'organiser les travailleurs de son usine. Il a témoigné de son combat au Forum et s'y est entretenu avec Frank Henke, le représentant d'Adidas.

Mais la persévérance paie. Le forum a montré que les entreprises du secteur sont aujourd'hui conscientes qu'elles doivent compter avec un mouvement qui n'est pas prêt de lâcher prise.

La campagne puise sa force dans sa « radicalité », dira Denis Lambert, celle induite par la conscience permanente de l'objectif à atteindre. Notre but est le respect des droits fondamentaux des travailleurs du secteur, l'amélioration de leurs conditions de travail et le renforcement des organisations de travailleurs. Les entreprises commencent à le comprendre, elles ne nous convaincront pas avec des artifices. Et en retour nous savons que sous peine de faire long feu, toute amélioration durable nécessite la fixation d'étapes, nécessite du temps et la prise en compte par les entreprises du rôle à jouer par les organisations de travailleurs et des ong.

En dix ans, se sont forgés des liens de plus en plus solides au sein d'un réseau international d'organisations de travailleurs, d'ONG et d'organisations de consommateurs du Sud et du Nord. C'est une source d'information formidablement précieuse et un forum permanent d'idées. Mais ce renforcement des collaborations est aussi le garant de la soutenabilité de l'effort. Les campagnes ne sont pas éternelles.

Le développement d'outils et l'expertise accumulée par la campagne sont enfin l'une des sources de sa crédibilité vis-à-vis du public et des entreprises.

Si aujourd'hui les travailleurs de l'usine Jaqalanka située dans une zone franche du Sri Lanka, jouissent de leur liberté syndicale, c'est d'abord et avant tout parce qu'ils se sont mobilisés pour l'obtenir, malgré l'intimidation et les licenciements. C'est entre autres aussi parce que, à la demande de ces travailleurs, des organisations et des individus en Europe et ailleurs ont interpellé les principaux clients de l'usine, dont Nike pour qu'il respecte son propre code de conduite et le fasse respecter par son fournisseur.

La campagne Play Fair at the Olympics a un superbe challenge devant elle. Représentant du COIB au forum, Thierry Zintz son vice-président l'a dit explicitement : « Nous devons être ouverts aux collaborations avec des ong, nous devons demander plus d'informations et plus de transparence à nos partenaires de l'industrie du sport. Mais rien ne bougera si l'Industrie, le CIO et les Comités Olympiques Nationaux ne sont pas décidés à aller de l'avant ensemble ». C'est l'approche sectorielle que la campagne veut promouvoir.

Et pour éviter que cette triangulation ne devienne un cercle vicieux, c'est un autre triangle qu'il faut renforcer, dira Chang Dae Oup de l'AMRC, celui qui lie organisations de travailleurs et organisations de consommateurs et ONG du Sud et du Nord. La campagne Play Fair at the Olympics y contribue.

Mais la réalité donne le vertige.

Les travailleurs et les travailleuses témoignent de la douleur et de la destruction de leur vie par l'exploitation quotidienne. C'est le cas en Indonésie, en Thaïlande, au Cambodge...

Plus près de chez nous, en Turquie, en Roumanie ou en Bulgarie l'exploitation des travailleurs du secteur est également flagrante. Engin Kaya Sedat du syndicat turc Tekstil le relate en quelques mots. En Turquie, le secteur de la confection textile compte 500.000 travailleurs. C'est le chiffre officiel. Mais en réalité ils sont plus de 2.000.000 dont les _ relevant du secteur informel, sans aucune protection sociale ni syndicale. Ces proportions ne laissent planer aucun doute sur l'énorme difficulté pour les travailleurs de faire respecter leurs droits. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que le salaire minimum légal (133 euros), qui est la base salariale habituelle pour les travailleurs du secteur ne couvre qu'à peine 1/15 des besoins élémentaires d'une famille turque composée de 4 personnes.

Et d'autres chiffres encore...

En 1980, un chef d'entreprise américain gagnait 20 fois le salaire d'un ouvrier. En 1990, le ratio s'élevait à 85 fois, en 2000, 531 fois. Mais en 2001, pour atteindre le salaire annuel de l'ex pdg de Disney, une ouvrière indonésienne qui produit de articles Disney aurait dû travailler 120.000 ans. Voilà ce que permet le globalisation de la sous-traitance dans le marché libre.

Comment répondre à cela ? Par la guerre, par la répression ? Par la mobilisation des organisations populaires ? Cela pose fondamentalement la question du rôle des pouvoirs publics.

Le jeudi 22 avril, en plein forum Play Fair et à la veille des élections européennes, le Parlement européen, a adopté une résolution urgente en soutien à la campagne Play Fair at the Olympics. Une initiative du Parti Européen Socialiste et du groupe des Verts.

Cette résolution appelle les principaux acteurs de l'industrie du sport (marques, fédération industrielle et CIO) a entamé des négociations dans le but de promouvoir une solution sectorielle pour le respect des droits fondamentaux des travailleurs tels que définis par l'OIT. La résolution demande à la Commission européenne de travailler de concert avec l'OIT pour assurer que le CIO inclut dans sa charte et dans son code d'éthique le respect des droits des travailleurs internationalement reconnus.

Nous accueillons très chaleureusement cette prise de position qui montre que les représentants des citoyens européens se joignent au mouvement lancé par travailleurs et consommateurs. Nous espérons et nous travaillerons à ce qu'elle soit suivie d'effet.

Mais cette résolution en elle-même montre la difficulté actuelle des pouvoirs publics à initier des mesures régulatrices incitatives ou contraignantes vis-à-vis des acteurs économiques qui directement ou par voie de sous-traitance violent les droits reconnus des travailleurs

Dans le cadre des élections européennes, l'occasion est donnée d'appeler les autorités publiques à travailler dans le sens du renforcement de l'Organisation internationale du Travail. Une participation active et vigilante des Pays Membres de l'Union européenne aux travaux de l'OIT doit être encouragée. L'OIT, dira Dwight Justice, de la CISL, doit en priorité être renforcée dans ses fonctions premières de définition de conventions et de soutien au processus de ratification par les Etats.

Fidèle à ses valeurs de solidarité, l'Union européenne peut jouer un rôle pionnier en matière de respect des droits fondamentaux des travailleurs et de reconnaissance du rôle central des organisations de travailleurs. Les initiatives prises dans le cadre des démarches de responsabilité sociale des entreprises encouragées par la Commission européenne doivent intégrer l'objectif de définition d'un rôle régulateur à jouer par les pouvoirs publics, seuls garants du respect des citoyens. Une préoccupation à garder en tête, à la veille des élections européennes de juin 2004.

*Carole Crabbé
Coordinatrice de la campagne Vêtements Propres*

1. ONG ET SYNDICATS

LA LIBERTE D'ASSOCIATION, UNE COMMUNE PRIORITE D'ACTION
DES RELATIONS DE PLUS EN PLUS SOLIDES
DES OUTILS COMPLEMENTAIRES

En dix ans de campagne pour le respect des droits fondamentaux des travailleurs de l'habillement, se sont forgés des liens de plus en plus solides entre organisations syndicales, ONG et organisations de consommateurs du Sud et du Nord. Ce réseau international constitue un forum permanent d'idées et une source d'information formidablement précieuse. Le renforcement des collaborations est aussi le garant de la soutenabilité des efforts entrepris. Si les campagnes ne sont pas éternelles, le forum a montré que les entreprises du secteur sont aujourd'hui conscientes qu'elles doivent compter avec un mouvement qui n'est pas prêt de lâcher prise.

La liberté d'association, commune priorité d'action

Le droit de s'associer librement en syndicat est le premier droit des travailleurs et des travailleuses en ce sens qu'il conditionne le respect de beaucoup d'autres. Mais il fait l'objet de fortes répressions. La plupart des témoins du Sud présents au forum en font leur première préoccupation. Parmi eux, Hamdani, travailleur de l'usine Panarub, fournisseur indonésien d'Adidas a été récemment licencié pour avoir tenté d'organiser les travailleurs de son usine.¹ Il a témoigné de son combat au Forum et s'y est entretenu avec Frank Henke, le représentant d'Adidas.



Hamdani, militant syndical indonésien

Plus près de chez nous, en Turquie, en Roumanie ou en Bulgarie, le manque d'organisation et l'exploitation des travailleurs du secteur sont également flagrants. Patrick Itschert et Engin Kaya Sedat le démontrent en quelques chiffres². En Turquie, le secteur de la confection textile compte officiellement 500.000 travailleurs. Mais en réalité ils sont plus de 2.000.000 dont les _ relevant du secteur informel, sans aucune protection sociale ni syndicale. Moins de 1% des travailleurs du secteur du vêtement sont affiliés à un syndicat et seuls 2 à 3% sont couverts par des conventions collectives de travail. Dans ces conditions, on mesure la difficulté qu'éprouvent les travailleurs à s'organiser et à faire respecter leurs droits.

Le recours à la sous-traitance n'est pas étranger à cette faible syndicalisation des travailleurs du secteur. Tendance lourde de ces 25 dernières années, le secteur de la confection textile y recourt de plus en plus systématiquement. Le représentant d'Adidas affirme que dans le contexte de compétitivité actuelle, la sous-traitance est absolument nécessaire à la survie de son entreprise³. Derrière les fournisseurs de premier rang, bon nombre de sous-traitants sont de petites et moyennes entreprises. Au plus loin on

¹ Hamdani (Perbupas- Indonesia) : Workshop based on specific violations of workers' rights - Adidas in Indonesia

² Patrick Itschert (ETUC-TCL) and Engin Kaya Sedat (Teksil – Turkey) : Workshop based on specific violations of workers' rights – Fila in Turkey

³ Frank Henke (Adidas) : Our demands to the COIB and industry. Initial responses?

descend cette cascade de sous-traitance, au plus souvent on rencontre de petites entreprises relevant du secteur informel. Les travailleurs de ce secteur, parfois eux-mêmes en situation sociale précaire (mères isolées, migrants, illégaux, par exemple), constituent une main d'œuvre facilement exploitable⁴.

Une seconde caractéristique entrave les capacités des travailleurs de la confection à s'organiser et à défendre leurs droits. La production de vêtements est une industrie légère. Elle nécessite principalement de la main d'œuvre (peu qualifiée) et très peu de capital (les machines à coudre ne coûtent pas cher et sont légères)⁵. La production et les unités de production sont par conséquent facilement déplacées d'un site à un autre⁶. Ingeborg Wick mentionne à ce propos l'exemple de l'Indonésie où le démantèlement de l'accord multifibre⁷ et par conséquent la perte, même minime, d'avantages comparatifs par rapport à d'autres pays de la région, ont suscité de nombreuses délocalisations de la production et la perte de dizaines de milliers d'emplois⁸.

Dispersion de la production, identification difficile des sous-traitants, délocalisations aisées de la production et statut précaire des travailleurs – auxquels s'ajoute de graves

répressions antisyndicales - sont à l'origine d'une présence syndicale faible dans le secteur de la confection et rendent la défense des droits des travailleurs plus difficile.⁹⁻¹⁰



Scott Nova (WRC), Doug Miller (ITGLWF), Jeff Atkinson (Oxfam Australia) et Chang Dae Oup (AMRC)

Des relations ONG-Syndicats de plus en plus solides

Les syndicats occupent une place centrale pour la défense et la promotion des droits des travailleurs. Ils doivent la maintenir. Mais la collaboration avec des ONG s'impose de plus en plus. Elle n'a pas toujours été évidente. Rebondissant sur des critiques souvent entendues de part et d'autre, Lek Yimprasert veut aller de l'avant : "Puisque les syndicats sont

institutionnalisés et les ONG pas très représentatives, ils doivent travailler ensemble pour améliorer ces points"¹¹. Denis Lambert met également les points sur les i en

⁴ Junya Lek Yimprasert (Thai Labour Campaign) : Respecting and upholding the rights of workers in the sportswear industry, a matter for everyone

⁵ Mieke de Raedemaeker (FGTB-ABVV) : How are Belgian unions rising to the challenge?

⁶ Junya Lek Yimprasert (TLC): Respecting and upholding the rights of workers in the sportswear industry, a matter for everyone - Monina Wong (HKCIC): Workshop based on specific violations of workers' rights - Adidas in Indonesia - Engin Kaya Sedat (Teksil – Turkey): Workshop based on specific violations of workers' rights – Fila in Turkey

⁷ Accord conclu au sein du GATT-OMC, sensé protéger l'industrie de la confection occidentale en contrôlant le développement de l'industrie du vêtement d'exportation des pays du Sud. Son principal outil est l'attribution aux pays qui exportent vers l'Europe et l'Amérique du Nord de quotas d'exportation par type de produits. Cet accord est en voie de démantèlement et devrait prendre fin avec l'année 2004.

⁸ Ingeborg Wick (CCC Germany): Workshop based on specific violations of workers' rights - Adidas in Indonesia

⁹ Regina Barendt (CCC) : Ten years of campaigning workers' right in the sportswear industry : where are we now?

¹⁰ Doug Miller (ITGLWF): Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

¹¹ Junya Lek Yimprasert (TLC): Ten years of campaigning workers' right in the sportswear industry : where are we now?

soulignant que “le rôle des ONG n’est pas d’affaiblir ou de remplacer les syndicats. ONG et syndicats doivent se battre ensemble pour que les travailleurs et les syndicats conservent leur pouvoir”.¹² Tim Noonan ne dit pas autre chose en réaffirmant que les ONG peuvent faire pression sur l’entreprise pour qu’elle s’engage à un dialogue social avec les syndicats.¹³ Avec Doug Miller, Tim Noonan estime que “syndicats et ONG ont aujourd’hui le potentiel et la volonté de collaborer ensemble”.¹⁴ Le premier acteur fédère et organise les travailleurs alors que le second a une capacité de mobilisation considérable.¹⁵

Des outils complémentaires

Législations, accords cadres, conventions de l’OIT, codes de conduite, appels urgents, solidarité syndicale, sensibilisation des consommateurs et des travailleurs, vérification indépendante, campagnes d’interpellation des entreprises, etc. - chaque acteur a ces outils de prédilection. Denis Lambert insiste sur la nécessité de les combiner et d’analyser chacun selon l’amélioration des conditions de travail qu’il peut engranger.¹⁶ Dwight Justice relaye cette idée en expliquant que les campagnes sont de bons outils mais qu’il est important d’utiliser des outils variés.¹⁷

Les Conventions collectives de travail et les Accords cadres

Les conventions collectives de travail sont un instrument important dans le dialogue social ; si elles sont négociées au niveau européen ou international, il s’agit d’accords-cadres.

Ces derniers réaffirment les principes des conventions de l’OIT (notamment la liberté d’association, la liberté de pouvoir s’organiser) et donnent aux travailleurs la possibilité de négocier.

Selon Tim Noonan, lorsqu’une campagne parvient à attirer une couverture médiatique internationale et à créer un débat public, les entreprises répondent.¹⁸ Pour le frime ?

Appels urgents de solidarité avec des travailleurs en lutte

Chang Dae-Oup rappelle que nos opinions publiques sont trop peu conscientes que les luttes des travailleurs impliquent un coût humain important : risques de licenciement (existence de “listes noires”), kidnapping, violence et meurtres.

La campagne Vêtements Propres a, à ce propos entre autres, créé un système d’appels urgents qui permet d’organiser des actions de solidarité spécifiques avec des travailleurs mobilisés pour défendre leurs droits dans leur usine. Ces actions de solidarité se traduisent la plupart du temps par l’envoi de lettres aux distributeurs ou aux marques qui se fournissent dans l’usine concernée exigeant qu’ils fassent pression sur leur fournisseur afin qu’il respecte les droits des travailleurs. Si le distributeur ou la marque en question dispose d’un code de conduite, celui-ci est utilisé comme un outil supplémentaire pour mettre en évidence les engagements de la société et les faiblesses de leur mise en œuvre. En Europe de l’Est, au Sri Lanka (Jaqalanka), en Thaïlande (Gina Form Bra) par exemple, les appels urgents ont permis de lutter contre la discrimination des organisations syndicales et de leurs membres.

“Oui, toujours pour la frime, dira Scott Nova, mais le soin que les entreprises accordent à leur image est un levier d’action que nous pouvons utiliser.” Cela peut mener à une démarche progressive, de petits pas dans une direction qu’il convient toujours de baliser par nos mouvements de pression. Dans ce sens, la présence d’Adidas au Forum démontre sa volonté d’expliquer les initiatives de contrôle mises en œuvre.

Pour sa part, Patrick Itschert insiste sur la nécessaire responsabilisation des consommateurs.

¹² Denis Lambert (Oxfam Magasins du monde) : The place and the role of NGOs

¹³ Tim Noonan (ICFTU): Ten years of campaigning workers’ right in the sportswear industry : where are we now?

¹⁴ Tim Noonan (ICFTU): Ten years of campaigning workers’ right in the sportswear industry : where are we now?

¹⁵ Doug Miller (ITGLWF) : Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

¹⁶ Denis Lambert (Oxfam Magasins du monde) : The place and the role of NGOs

¹⁷ Dwight Justice (ICFTU) : Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

¹⁸ Tim Noonan (ICFTU): Ten years of campaigning workers’ right in the sportswear industry : where are we now?

Il faut éviter de culpabiliser. Cela amène une réaction de boycott par laquelle le consommateur risque de “scier la branche sur laquelle les travailleurs sont assis”.¹⁹

Selon Anke Hintjes, les ONG du Nord créent le lien entre la vie des personnes dans le Sud et l'opinion publique dans les pays occidentaux. Leurs actions visent notamment à faire réfléchir les consommateurs sur leur comportement d'achat et son impact global (le prix ne peut être le seul critère de choix).²⁰ Mais Chang Dae-Oup fait remarquer que ces mouvements ne doivent pas devenir consuméristes (en se focalisant sur les consommateurs et la distribution). Ils doivent mettre au premier plan les travailleurs – et donc les syndicats – ainsi que la production. Chang Dae-Oup prône une solidarité en triangle entre les travailleurs organisés et leurs organisations représentatives sur les lieux de travail, les mouvements de consommateurs et ONG occidentales qui agissent sur les marques et les distributeurs, et troisièmement, les syndicats et ONG de soutien aux travailleurs en Asie qui font pression sur les fabricants et les producteurs.²¹

¹⁹ Patrick Itschert (ETUC- TCL): Workshop based on specific violations of workers' rights – Fila in Turkey

²⁰ Anke Hintjes (Oxfam Wereldwinkels) : The place and the role of NGOs

²¹ Chang Dae-Oup (AMRC): Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

2. LES PRATIQUES D'ACHATS DES ENTREPRISES SOUS LA LOUPE

LE TRAVAILLEUR AU CENTRE DU DEBAT

LA TRAÇABILITE COMME PREREQUIS

UNE NECESSAIRE APPROCHE SECTORIELLE

Comparer les coûts salariaux liés à la fabrication d'une paire de chaussures de sport (entre 0,4% et 4% du prix payé par le consommateur) aux montants consacrés au sponsoring et à la publicité (environ 8,5%) ou à la marge bénéficiaire de la marque (environ 13,5%), voilà un exercice qui peut montrer les orientations d'un système économique. "Simpliste, dénonce le représentant d'Adidas. La chaîne d'approvisionnement est complexe et chaque acteur désire y réaliser des profits"²². Dans le contexte de forte concurrence actuelle, augmenter les salaires des travailleurs passe par l'amélioration de la productivité et des performances des usines.²³ On l'a compris, pas question pour Adidas de remettre en question ses structures de coûts et de marge. Pourtant...

Petit pas dans la bonne direction ? Cela reste à voir, mais, dans le cadre d'un projet indonésien, Adidas envisage l'adoption d'un mécanisme de fixation des salaires qui soit transparent pour les travailleurs et qui corresponde à un niveau de rémunération plus élevé que le salaire minimum légal²⁴ souvent bien en-deça des besoins de base des travailleurs.

Salaires au rabais, droits des travailleurs en solde

Un salaire minimum légal qui ne permet pas de couvrir les dépenses de base du travailleur et de sa famille ? L'Indonésie est loin d'être une exception en la matière. Engin Kaya Sedat a mené une enquête dans une usine de Fila en Turquie. Le salaire minimum légal (133 euros), qui constitue la base salariale habituelle pour les travailleurs du secteur, ne couvre qu'à peine 1/8 des besoins élémentaires d'une famille turque composée de 4 personnes. La durée du travail oscille entre 55 et 60 heures voire davantage par semaine. Et la loi turque oblige le travailleur qui refuserait d'effectuer des heures supplémentaires à motiver son refus.

Les pratiques d'achats des marques et distributeurs n'ont pas qu'un impact sur les salaires. Les travailleurs font face à des cadences qui ne cessent d'augmenter. Les pics de production dans le secteur de la confection textile sont de plus en plus aigus et fréquents. Conséquence directe de commandes de plus en plus petites, de plus en plus nombreuses et imprévisibles, qui rendent plus difficile la planification de la production et sont inévitablement répercutées sur les travailleurs.²⁵

Critères de prix et délais de livraisons doivent être modifiés. "Sinon, dira Denis

Lambert, les conditions et la pression sur les travailleurs ne changeront pas et l'action des ONG n'aura aucun effet"²⁶. Chang Dae-Oup abonde dans ce sens en déclarant que "pour que les codes de conduite aient un effet, leur contenu et leur mise en œuvre doivent dépasser les impératifs du marché".²⁷ Et pour Monina Wong, les pratiques d'achats des entreprises constituent un terrain de prédilection pour exercer leur responsabilité sociale²⁸.

²² Frank Henke (Adidas) : Workshop based on specific violations of workers' rights - Adidas in Indonesia

²³ Frank Henke (Adidas): Our demands to the COIB and industry. Initial responses?

²⁴ Frank Henke (Adidas): Workshop based on specific violations of workers' rights - Adidas in Indonesia

²⁵ Junya Lek Yimprasert (TLC) : Respecting and upholding the rights of workers in the sportswear industry, a matter for everyone

²⁶ Denis Lambert (Oxfam Magasins du monde) : The place and the role of NGOs

²⁷ Chang Dae-Oup (AMRC) : Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

²⁸ Monina Wong (HKCIC): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

Le travailleur au centre du débat

A nous d'énoncer certains principes radicalement différents de ceux qui président aux pratiques actuelles. Les pratiques d'achats doivent être définies par un mécanisme qui implique, centralement, les travailleurs concernés. En matière de fixation des prix, Monina Wong propose de se baser sur ce que les travailleurs considèrent comme une rémunération honnête de leur travail. En fonction de cela et à partir du bas de la chaîne, peuvent être recalculés tous les coûts de la filière.²⁹

Les travailleurs, d'objet à sujet de la responsabilité sociale des entreprises

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est un concept aujourd'hui largement véhiculé par les entreprises elles-mêmes. Pour Monina Wong, les travailleurs doivent s'approprier le concept, en devenir le sujet et non l'objet. Les défenseurs des droits des travailleurs doivent utiliser les outils que les entreprises ont développés pour pousser ces dernières à prendre en compte et respecter leurs droits et les dispositions légales les concernant.

La traçabilité comme prérequis

Selon Dwight Justice, une réforme des pratiques d'achats n'est envisageable que si l'on comprend comment ces mécanismes fonctionnent³⁰. Ineke Zeldenrust³¹ rappelle que l'industrie de l'habillement est particulièrement complexe. De nombreux acteurs composent la chaîne de production avec des rapports de forces variables. Plus grand est le pouvoir d'achats d'une entreprise, plus elle peut imposer ses pratiques d'achats au



Lek Yimprasert et les T-shirts confectionnés par les travailleurs de Bed and Bath, en Thaïlande

reste de la filière³². Proposer des modifications de pratiques d'achats suppose de connaître toutes les étapes de production : qui intervient ? à quel stade ? pour faire quoi ? comment ? où ? pour qui ? Instaurer de nouvelles normes dans les pratiques d'achats n'est envisageable que si les entreprises acceptent de définir et d'identifier leur chaîne de production. Adidas se dit prêt à publier des informations sur ses fournisseurs, ses résultats économiques³³. Mais gageons qu'elle ne le fera que si sa compétitivité ne s'en trouve pas limitée. En d'autres mots, c'est une approche sectorielle qu'il faut promouvoir.

²⁹ Monina Wong (HKCIC): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

³⁰ Dwight Justice (ICFTU) : Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

³¹ Ineke Zeldenrust (CCC) : Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

³² Jef Atkinson (Oxfam Australia) : Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

³³ Frank Henke (Adidas): Our demands to the COIB and industry. Initial responses?

Une nécessaire approche sectorielle

Les campagnes visant l'une ou l'autre entreprise, ont parfois permis des avancées substantielles pour certains travailleurs. Mais ces actions ciblées ne semblent pas aboutir à une amélioration généralisée des conditions de travail dans l'industrie. Le rapport Play Fair at the Olympics montre que, sous la pression de campagnes ciblées, les grandes marques de sport (Nike, Adidas, Reebok, Puma) ont bougé. Mais si des marques secondaires, comme Asics, ont rapidement réagi de manière constructive aux demandes de la campagne, la plupart d'entre elles n'ont pas développé de politiques sérieuses en matière de respect des droits des travailleurs.³⁴

Comment franchir de nouveaux pas, en particulier sur le terrain des pratiques d'achats ? Les grandes marques doivent montrer l'exemple et insuffler ainsi des orientations reprises par d'autres acteurs du secteur³⁵. Mais en matière de pratiques d'achats encore davantage que dans le domaine des codes de conduite, beaucoup d'entreprises estiment que si elles bougent en premier lieu, leur compétitivité en sera handicapée. Pour Ineke Zeldenrust, il est peut-être temps de redéfinir le champ d'action des campagnes. Elle voit dans une approche sectorielle la possibilité de dépasser l'argument "si les autres entreprises ne bougent pas, nous ne bougerons pas non plus.", voire d'entraîner éventuellement d'autres secteurs³⁶.

Adidas se dit prêt à participer à une telle approche.³⁷ André Gorgemans, secrétaire général de la Fédération mondiale de l'industrie du sport³⁸ affiche la volonté d'inciter les entreprises du secteur à "prendre en compte leur responsabilité sociale. Mais celle-ci, ajoute-t-il, ne peut remettre en cause la compétition et la lutte pour la conquête de parts de marchés"³⁹. Avant de conclure en rappelant que sa fédération est tributaire de ses membres.⁴⁰ Beaucoup de prudence et l'éternel politique du "je bouge, s'ils bougent". Partie de Ping-Pong où Ineke Zeldenrust tente d'intercepter la balle en insistant pour que la fédération prenne l'initiative et qu'elle incite au moins les entreprises qui sont restées à la traîne, à suivre l'exemple des grandes marques qui ont entrepris des améliorations de leurs politiques sociales.⁴¹

³⁴ Ineke Zeldenrust (CCC): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

³⁵ Monina Wong (HKCIC): Workshop based on specific violations of workers' rights - Adidas in Indonesia

³⁶ Ineke Zeldenrust (CCC): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

³⁷ Frank Henke (Adidas): Our demands to the COIB and industry. Initial responses?

³⁸ En 1995, le travail d'enfants fut dénoncé dans la fabrication de ballons de football et la FIFA s'était engagée à développer un code de conduite. En réaction, la fédération mondiale de l'industrie du sport a présenté son propre code bien moins contraignant et ne présentant pas de mécanisme de sanction. La fédération dit "pouvoir se baser sur le rapport de la Play Fair Campaign" pour améliorer le programme de réintégration des enfants (réalisé avec l'OIT au Pakistan et en Inde).

³⁹ André Gorgemans (WFSGI): Our demands to the COIB and industry. Initial responses?

⁴⁰ André Gorgemans (WFSGI): From Athens to Beijing – Sketching out the Olympic challenge

⁴¹ Ineke Zeldenrust (CCC): From Athens to Beijing – Sketching out the Olympic challenge

3. LES CODES DE CONDUITE

A NE PAS CONSOMMER PUR
UNE NECESSAIRE HARMONISATION
L'INDISPENSABLE EDUCATION DES TRAVAILLEURS

C'est un acquis de dix ans de campagnes visant le secteur des vêtements et chaussures de sport, aujourd'hui quasi toutes les marques de sport se sont dotées d'un code de conduite. Certes, la qualité de ces codes varie grandement et ils ne constituent pas la panacée pour lutter contre la violation des droits des travailleurs. Ils ne sont pas dépourvus d'intérêts pour autant.

Des intérêts qui apparaissent comme autant de leviers d'action à disposition des travailleurs et des consommateurs, des syndicats et des ONG.

⌚ En se dotant d'un code de conduite, l'entreprise clarifie ses valeurs internes⁴². En le mettant sérieusement en œuvre, elle aurait tendance à modifier ses politiques et pratiques d'achats comme par exemple à stabiliser ses relations commerciales et à diminuer le nombre de ses fournisseurs⁴³. Cela peut concourir à diminuer le risque de délocalisation et à mettre en œuvre des stratégies d'emploi à plus long terme.

⌚ Aspect primordial pour les meneurs de campagne, les codes de conduite affirment la responsabilité des marques sur les circonstances de la fabrication de leurs produits au long de la chaîne d'approvisionnement et de sous-traitance. La reconnaissance de cette responsabilité fonde le système d'appels urgents de la Clean Clothes Campaign. Mais si cette responsabilité se traduit en pressions exercées par l'acheteur sur son fournisseur, elle n'implique que peu de participation effective de l'acheteur aux plans correctifs rendus nécessaires chez son fournisseur. "Nous essayons d'aboutir à une situation win-win, comme pour l'environnement", dira, assez évasivement, Frank Henke, d'Adidas.⁴⁴

⌚ **A ne pas consommer pur**

Si les codes de conduite séduisent comme outil de campagne, Chang Dae Oup met cependant en garde les mouvements qui se fondent uniquement sur la promotion de codes de conduite au détriment d'initiatives de solidarité. Il les

Jaqalanka : lorsque un code de conduite sert de levier pour faire reconnaître un syndicat dans une usine de zone franche

Si aujourd'hui les travailleurs de l'usine Jaqalanka située dans une zone franche du Sri Lanka, jouissent de leur liberté syndicale, c'est d'abord et avant tout parce qu'ils se sont mobilisés pour l'obtenir, malgré l'intimidation et les licenciements.

C'est aussi parce que ces travailleurs n'ont pas hésité à sortir du cadre conventionnel des négociations avec leur employeur, interpellant les autorités publiques, menaçant de dénoncer le non respect de la clause sociale inscrite dans les accords de préférence généralisée.

C'est enfin parce qu'ils ont fait appel à la solidarité internationale demandant à la Clean Clothes Campaign de relayer leur combat en interpellant les principaux clients de l'usine, dont Nike, pour qu'ils respectent leurs propres codes de conduite et le fassent respecter par leur fournisseur.

Fort de cette première victoire, les travailleurs ont depuis fait reconnaître leur association en syndicat dans plus de 10 usines de la zone franche.



Anton Marcus, secrétaire du Free Trade Zones & General Services Employees Union, Sri Lanka

⁴² Jeff Atkinson (Oxfam Australia): Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

⁴³ Frank Henke (Adidas): Why is the Belgian campaign targeting Adidas ?

⁴⁴ Frank Henke (Adidas): Our demands to the COIB and industry. Initial responses?

qualifie de purement consuméristes. Ces mouvements font courir le risque que les codes de conduite se substituent aux Conventions collectives de travail, rendant inopérantes les organisations syndicales ou les autres organisations de travailleurs.⁴⁵ Utilisés au contraire comme outil supplémentaire de solidarité avec les travailleurs, les codes de conduite peuvent créer des espaces pour l'éducation et l'organisation des travailleurs⁴⁶

Une nécessaire harmonisation

Dans l'industrie des vêtements et chaussures de sport, il n'est pas rare qu'une même usine produisant pour le compte de plusieurs marques disposant chacune d'un code différent doive se conformer à des standards et à des modalités de mise en œuvre et de contrôle différents.⁴⁷ C'est clair, il faut tendre vers l'harmonisation des codes de conduite au sein du secteur.

Au risque de n'être qu'un exercice de relations publiques, un code de conduite doit au minimum inclure comme standards, les conventions fondamentales de l'OIT.⁴⁸ Outre qu'elles définissent les droits fondamentaux des travailleurs de manière universelle, elles ne sont contestables par aucune partie (entreprise, travailleur, pouvoir public). Y faire référence renforce l'OIT et évite toute interprétation partielle.

L'indispensable éducation des travailleurs

Le contrôle interne des codes de conduite reste très subjectif. Le rôle des travailleurs y est marginal, tant au Nord qu'au Sud.⁴⁹ Le contrôle interne pourrait efficacement se baser sur un système centré sur les travailleurs, un "workers centered monitoring".⁵⁰

Encore faut-il que les travailleurs soient informés de l'existence d'un code de conduite de l'acheteur. C'est loin d'être le cas le plus courant. Plusieurs participants ont dès lors souligné l'importance de la formation des travailleurs.⁵¹ Et Lek Yimprasert d'insister sur la nécessité de promouvoir l'éducation des travailleurs pour qu'ils comprennent et analysent leur situation.⁵²

Vérification indépendante et médiation, l'exemple du WRC

Le Workers Rights Consortium implique les travailleurs de manière permanente dans son travail d'évaluation indépendante. Au côté de l'étude de documents, les enquêteurs du WRC effectuent un travail d'aller-retour entre la direction et les travailleurs, afin de collecter les informations point par point. "Les travailleurs ont d'avantage confiance lorsqu'ils sont interviewés à l'extérieur de l'entreprise et avec un groupe local - une ONG ou une association que les travailleurs connaissent", explique Scott Nova. Il préconise la consultation d'un grand nombre de travailleurs, tout en prenant suffisamment de temps pour les écouter. En s'entretenant avec les travailleurs d'une part et avec la direction d'autre part, les enquêteurs peuvent stimuler ou contribuer à rétablir le dialogue social.

⁴⁵ Chang Dae-Oup (AMRC): Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

⁴⁶ Scott Nova (WRC): Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

⁴⁷ Doug Miller (ITGLWF): Workshop based on specific violations of workers' rights - Adidas in Indonesia

⁴⁸ Liberté d'association et reconnaissance effective du droit de négociation collective, élimination de toute formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants, élimination de la discrimination dans le domaine de l'emploi et du travail.

⁴⁹ Chang Dae-Oup (AMRC): Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

⁵⁰ Ineke Zeldenrust (CCC): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

⁵¹ Doug Miller (ITGLWF): Workshop based on specific violations of workers' rights - Adidas in Indonesia et Monina Wong (HKCIC): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited? et Patrick Itschert (ETUC-TCL): Workshop based on specific violations of workers' rights – Fila in Turkey

⁵² Junya Lek Yimprasert (TLC): Ten years of campaigning workers' right in the sportswear industry : where are we now?

4. LE ROLE DES POUVOIRS PUBLICS CREER UN CADRE REGULATEUR INTERNATIONAL CONTRAIGNANT TROUVER LA NECESSAIRE VOLONTE POLITIQUE

Dans une économie de marché, les pouvoirs publics ont le devoir d'établir et de faire respecter des lois, afin entre autres de prévenir les abus d'acteurs détenant un pouvoir dominant. Or on constate que les gouvernements nationaux ont tendance à réduire les contraintes légales envers le monde des affaires. Face à ce désengagement de l'Etat, il n'est pas rare que les entreprises fassent supporter à la collectivité ou au maillon le plus faible de la chaîne – souvent les travailleurs déjà précarisés - les coûts et les retombées négatives de leurs activités.

Les travailleurs de Bed & Bath en Thaïlande en ont fait l'expérience, explique Lek Yimprasert. Du jour au lendemain, les propriétaires ont fermé illégalement leur usine avant de disparaître sans payer les indemnités dues aux travailleurs. Durant trois mois, les travailleurs ont campé, jour et nuit, devant le ministère du travail, pour obtenir le respect de leurs droits. Au terme de cette mobilisation, le gouvernement s'est substitué à l'employeur en leur versant une partie des indemnités réclamées.

Lek Yimprasert décrit également les conditions de vie des travailleurs dans les zones de "non-droit", où aucune loi n'est d'application sinon celle du plus fort, comme à la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie. Les migrants et les travailleurs illégaux y sont les premières victimes de l'exploitation, de la corruption, de la violence et de la discrimination.⁵³

Beaucoup de pays décident de "déréguler leur marché du travail, d'affaiblir les normes législatives du travail et de créer des exceptions", une course vers le bas dont l'objectif est d'encourager les investisseurs.⁵⁴ Ainsi, les syndicats sont totalement interdits dans les zones franches turques.⁵⁵ Selon Tim Noonan, l'une des principales difficultés des campagnes est que "les entreprises tentent d'exploiter au maximum tout manque de régulation".⁵⁶ Et le concept en vogue de Responsabilité sociale des entreprises ne corrige pas cette tendance : "la RSE est une initiative privée pour améliorer les conditions de travail avec des moyens privés, une méthodologie privée, basée sur des conventions privées".⁵⁷

Créer un cadre régulateur international contraignant

Selon Mieke De Raedemaeker, "les gouvernements doivent définir un cadre légal minimum" et vérifier l'application des lois. Leur mission consiste également à "organiser un dialogue social, c'est-à-dire à promouvoir des organisations patronales et syndicales puissantes".⁵⁸

⁵³ Junya Lek Yimprasert (TLC) : Respecting and upholding the rights of workers in the sportswear industry, a matter for everyone

⁵⁴ Chang Dae-Oup (AMRC): Some companies are doing nothing, others are taking action – sometimes just for show

⁵⁵ Patrick Itschert (ETUC-TCL): Workshop based on specific violations of workers' rights – Fila in Turkey

⁵⁶ Tim Noonan (ICFTU): Ten years of campaigning workers' right in the sportswear industry : where are we now?

⁵⁷ Monina Wong (HKCIC): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

⁵⁸ Mieke de Raedemaeker (FGTB-ABVV): How are Belgian unions rising to the challenge?

“Face aux enjeux commerciaux énormes, il est indispensable de créer un cadre législatif fort sur le plan international.”⁵⁹ Monina Wong insiste elle aussi sur la nécessité d’une législation plus contraignante envers les entreprises.

Dwight Justice souligne quant à lui que “les activités syndicales ne peuvent exister que dans un contexte institutionnel. Il y a un lien clair entre le droit de former un syndicat et d’autres droits tels que la liberté d’expression et la liberté de se réunir”.⁶⁰

Trouver la nécessaire volonté politique

Malgré le manque d’engagement manifeste de ses membres, l’OIT reste une institution crédible vis-à-vis des autorités publiques, des entreprises et des syndicats. Ces derniers basent leur travail sur les normes et doivent œuvrer pour le respect des conventions de l’OIT⁶¹. Dwight Justice estime que l’OIT est une référence cruciale dans le débat qui a démontré son utilité par le passé.⁶² Cette institution constitue donc une bonne structure internationale de dialogue social avec les entreprises. Le rôle fondamental de l’OIT consiste à créer des normes, explique Dwight Justice, selon un processus qui implique représentants des Etats membres, des fédérations internationales d’employeurs et de travailleurs. Alors que l’action des gouvernements trouve toute sa légitimité au sein de cette organisation internationale, force est de constater qu’aujourd’hui les Etats membres n’y font pas preuve d’un grand volontarisme ni dans la définition des normes, ni dans leur promotion et leur suivi (ratification des conventions signées et transposition dans les législations nationales). Ils n’utilisent qu’à de rares exceptions leur pouvoir de pression réel sur un membre qui traînerait à ratifier une convention ou qui la violerait. Pour Dwight Justice, “Le manque de volonté politique fait obstacle. Le processus de décision est utilisé comme prétexte à l’immobilisme”.

Les lignes directrices de l’OCDE, un outil qui doit encore faire ses preuves

Les lignes directrices de l’OCDE pourraient servir de tremplin vers une régulation internationale contraignante. Elles pourraient permettre la promotion des conventions de l’OIT et un rôle actif du pouvoir public. Ingeborg Wick précise que les lignes directrices “peuvent être un outil de médiation basées sur la notion de respect de la régulation publique”.

Nos représentants politiques auraient-ils perdu le pouvoir de changer les choses ?⁶³

En plein forum (et à la veille des élections européennes), le Parlement européen, a adopté une résolution urgente en soutien à la campagne Play Fair at the Olympics. Une initiative du Parti Européen Socialiste et du groupe des Verts.

Cette résolution appelle les principaux acteurs de l’industrie du sport (marques, fédération industrielle et CIO) a entamé des négociations dans le but de promouvoir une solution sectorielle pour le respect des droits fondamentaux des travailleurs tels que définis par l’OIT. La résolution demande à la Commission européenne de travailler de concert avec l’OIT pour assurer que le CIO inclut dans sa charte et dans son code d’éthique le respect des droits des travailleurs internationalement reconnus.

Les représentants des citoyens européens se joignent ainsi au mouvement lancé par travailleurs et consommateurs. Mais, si elle incite les acteurs à agir, cette résolution en elle-même montre la difficulté actuelle des pouvoirs publics à initier des mesures

⁵⁹ Tim Noonan (ICFTU): Ten years of campaigning workers’ right in the sportswear industry : where are we now?

⁶⁰ Dwight Justice (ICFTU): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

⁶¹ Pol Buekenhoudt (CSC-ACV): How are Belgian unions rising to the challenge?

⁶² Dwight Justice (ICFTU): Why is the impact of corporate social responsibility on working conditions so limited?

⁶³ Anke Hintjes (Oxfam Wereldwinkels): The place and the role of NGOs

régulatrices ou contraignantes vis-à-vis des acteurs économiques qui directement ou par voie de sous-traitance violent les droits reconnus des travailleurs.

Mais l'occasion est ainsi donnée d'appeler les autorités publiques à travailler dans le sens du renforcement de l'Organisation internationale du Travail. Fidèle à ses valeurs de solidarité, l'Union européenne peut jouer un rôle pionnier en matière de respect des droits fondamentaux des travailleurs et de reconnaissance du rôle central des organisations de travailleurs.